



RÉUNION CE DU 23 MARS, TOUT S'EMBALLE : LA DIRECTION VEUT CONCLURE RAPIDEMENT IL EST URGENT D'EN DISCUTER COLLECTIVEMENT

Mardi 24 mars 2009

La réunion du lundi 23 mars a surtout précisé la finalisation du processus de consultation du CE. Pour la direction, il n'est pas question d'attendre quelques jours de plus : c'est le 31 mars et pas plus tard que les élus du CE doivent donner leur avis.

La direction a exercé une pression pour obtenir cette décision qui a été votée à 7 voix. Seuls les élus CGT ne l'ont pas soutenue (3 abstentions).

Nous avons eu droit au chantage classique. Pour un seul jour de retard, la direction affirmait que l'on risquait de faire partir le repreneur. Les projets 4 (éoliennes) et 3a/3b exigeraient la validation immédiate du CE, sans ça, ils se feraient ailleurs. HZ a un plan B, paraît-il, celui de produire en Allemagne.

La direction, une nouvelle fois, en appelle à la responsabilité des élus, les culpabilisant au cas où la reprise échouerait. En réalité, nous n'avons aucun moyen de vérifier ces affirmations. Le fait est que la direction met tout le monde sous pression.

Tout devrait aller très vite. Les accords d'entreprise seront renégociés dès le 2 mai (premier jour de la nouvelle société). Les conditions sociales seront « globalement » maintenues. Nous ne savons pas ce que cela signifie en réalité mais il faudrait faire confiance dans une direction qui n'a cessé depuis des années de nous baratiner.

En ce qui concerne, le projet de vendre les transmissions aux marchés russe et chinois, là encore tout doit aller vite. Si fin 2009-début 2010, il n'y a pas de contrats signés avec des constructeurs, alors il pourrait y avoir 340 personnes en sureffectif. Et si jamais, ce projet ne se concrétisait pas, alors la direction essaierait de relancer le prospect 2 (conditionnement). Là encore, il faudra faire confiance à une direction qui ne demande que ça.

L'externalisation du traitement des eaux doit se faire à la fin du 1er trimestre. Celle des autres services supports devrait se faire en septembre-octobre. La direction l'annonce « très compliquée » car il s'agira de passer sous d'autres conventions collectives. Mais cela concernerait moins de 160 salariés, contrairement à ce qui avait été dit dans un premier temps. La direction n'a donné aucun détail.

Les conditions juridiques du transfert des salariés FAI vers GFT devraient être précisées d'ici 48 heures. Le plan de formation devrait lui aussi se préciser dans un ou deux jours. Tout se passe dans l'urgence. Il n'est pas possible d'avoir une vision précise de la situation.

La direction affirme qu'elle est « claire », qu'elle sauve « tous les emplois ». Nous en sommes beaucoup moins persuadés. La direction profite de la démobilisation pour imposer son calendrier et le projet qu'elle a mis au point avec le repreneur. Au nom de la sauvegarde des emplois, elle manipule et essaie d'embarquer tout le monde.

Nous tenons à exprimer à la fois nos inquiétudes mais aussi nos désaccords au sujet de la reprise telle qu'elle se présente. Nous avons lutté pour sauver tous les emplois, pour le maintien de toutes les conditions sociales. Or aujourd'hui, nous n'avons aucune garantie.

**Nous vous proposons de venir débattre ensemble de la situation
lors des assemblées générales de ce mardi 24 mars**

Il s'agit de notre avenir, ne lâchons pas, surtout pas maintenant
Nous appelons à débrayer entre 12h30 et 15h30 pour l'ensemble des équipes